

L'armée et la révolution¹

20 septembre 1917

C'est la même lutte qui se déroule, depuis les tout premiers jours de la révolution, à propos de la guerre et de la paix : une lutte entre la démocratie des ouvriers et des paysans, qui prenait forme d'en bas, et la république impérialiste, que les classes possédantes tentaient de construire d'en haut.

Les illustres généraux se sont empressés de « reconnaître » la république (du moins pour le moment), espérant fermement que la république reconnaîtrait, et même étendrait, le champ de leur généralat, en éliminant les *fainéants*² de l'archiduc. La révolution « nationale » signifiait, pour eux, une révolution de palais qui dépose Nicolas et son Alix, mais qui maintienne intégralement la discipline de classe et la hiérarchie militaire. Quelques jours auparavant, le télégraphe avait appris que le « leader » grec Venizelos avait proclamé la Grèce « république couronnée par un roi ». Les Broussilov, les Goutchkov, les Rodzianko et les Milioukov voulaient au contraire conserver en Russie la monarchie sans le tsar. Mais l'évolution se fit par d'autres voies, plus profondes. Le soulèvement de mars des régiments de Petrograd³ ne fut pas le fruit d'une conspiration : il vint d'un mouvement généralisé de révolte dans l'armée tout entière, et dans les masses populaires en général. Et le soulèvement des ouvriers et soldats était dirigés non seulement contre un tsarisme décadent, incompetent, incapable de mener une guerre qu'il avait lui-même suscitée, mais aussi contre la guerre elle-même. La rupture radicale que produisit la révolution dans l'esprit et dans la conduite des soldats menaçait non seulement les buts directement impérialistes de la guerre, mais aussi les instruments même de ces buts, c'est-à-dire la vieille armée, construite sur la théorie des ordres donnés d'en haut et de l'obéissance aveugle dans les rangs.

Aujourd'hui les généraux, les colonels, les politiciens et les gratte-papier de la bourgeoisie pestent et tempêtent contre l'ordre n° 1⁴. À leurs yeux, l'ordre n'était pas le résultat d'une agitation qui se répandait partout dans l'armée, c'était l'agitation au contraire qui était provoquée par l'ordre. Hier encore, les soldats obéissaient aux ordres, aujourd'hui ils ne le font plus : n'est-il pas évident qu'ils se sont soumis à quelque nouvel « ordre », consigné dans les livres comme le « n° 1 » ? Cette bêtise d'état-major tient lieu à présent dans les cercles bourgeois les plus larges de point de vue objectif et historique.

La prétendue désintégration de l'armée trouvait son expression dans la désobéissance des soldats à leurs supérieurs et dans leur refus de reconnaître cette guerre comme leur guerre. C'est précisément dans ces circonstances que Kérensky lança au visage de l'armée qui s'éveillait son expression « esclave mutinés ». Si la bourgeoisie croyait qu'il suffisait de remplacer les Soukhomlinov par des Goutchkov pour atteler à

1 Source : « L'année 1917 », Petite collection Maspéro, 1976. Traduction de seconde main via l'anglais.

2 En français dans le texte. (N.d.T.)

3 Le 8 mars (23 février ancien style) et les jours suivants, les régiments de Petrograd se soulevèrent contre leurs officiers et passèrent aux côtés des révolutionnaires. Même la garde du palais du tsar, triée sur le volet, l'abandonna.

4 Daté du 14 mars 1917 et émis par le soviet de Petrograd, l'ordre n° 1 plaçait tous les régiments de la ville sous le contrôle des soviets. Il prévoyait l'élection de représentants des comités et des soviets, abolissant le salut militaire en dehors du service et préconisait l'obéissance aux ordres du comité provisoire de la Douma seulement s'ils n'entraient pas en contradiction avec ceux du soviet.

nouveau l'armée au char de l'impérialisme, Kérensky, lui, avec son esprit superficiel et sa fatuité de philistin, pensait qu'il suffisait de révoquer Goutchkov pour faire une fois de plus de l'armée l'instrument docile du gouvernement. Illusions vraiment que tout cela !

La révolution, du point de vue de la psychologie des masses, est une application des critères rationnels à l'héritage d'institutions et de traditions. Tout le cortège d'épreuves, de souffrances et d'humiliations que la guerre apportait au peuple et plus particulièrement à l'armée était couronné et sanctionné par la volonté du tsar. Si à Petrograd lui-même avait été déposé, qu'est-ce qui pouvait empêcher les soldats de secouer l'autocratie de ces officiers qui avaient été les défenseurs les plus zélés et les plus vils du tsarisme dans son ensemble ? Pourquoi les soldats ne se poseraient-ils pas la question du sens et du but de la guerre, puisque l'homme même dont dépendait auparavant la question de la paix avait été déposé ?

Au début d'avril, les soviets de délégués ouvriers et soldats s'adressèrent, dans un manifeste⁵, aux peuples d'Europe, en les appelant à la lutte pour une paix démocratique. C'était l'« ordre n° 1 » dans le domaine de la politique internationale. Au moment où le manifeste apparaissait comme une réponse à cette question brûlante et inévitable : « Continuerons-nous à nous battre et, si oui, pourquoi ? », les impérialistes faisaient croire que, sans le manifeste, la question ne serait jamais venue à l'esprit des soldats, qui avaient été éveillés par le tonnerre de la révolution.

Milioukov prévoyait bien que la révolution susciterait dans l'armée l'esprit de critique et d'indépendance, et qu'elle constituait par conséquent une menace pour les buts impérialistes de la guerre. C'est pourquoi il s'était montré, dans la quatrième Douma, ouvertement hostile à la révolution. Et quand aujourd'hui Milioukov vitupère contre l'« ordre », contre le manifeste et contre la conférence socialiste de Zimmerwald⁶, disant que tout cela a empoisonné l'armée, c'est, au moins en ce qui le concerne, un mensonge délibéré. Milioukov sait parfaitement que le principal « poison » ne se dissimule pas dans les « ordres » du soviet, qui sont au mieux plutôt modérés, mais dans la révolution elle-même, qui a donné aux souffrances des masses un moyen d'expression, sous forme de protestations, d'exigences et d'épreuves à force ouverte.

Le processus de reconstruction interne de l'armée et l'orientation politique des masses de soldats ont éclaté dans une violente catastrophe sur le front. La cause ultime de cette catastrophe réside dans la contradiction entre la politique impérialiste, qui utilisait le gouvernement provisoire comme instrument, et le désir éprouvé par les masses d'une paix immédiate et « juste ». Une nouvelle discipline et un enthousiasme véritable dans l'armée ne peuvent se développer qu'à partir de la révolution elle-même, à partir d'une solution courageuse des problèmes intérieurs et d'une lutte résolue contre les obstacles extérieurs. Si le peuple et l'armée avaient le sentiment et la conviction que la révolution est leur révolution, que le gouvernement est leur gouvernement, que rien ne l'arrêtera dans la défense de leurs intérêts contre les exploiters, qu'il ne poursuit aucun but extérieur de conquête et d'oppression, qu'il ne s'incline pas devant les financiers « alliés », qu'il offre ouvertement aux nations une paix immédiate sur des bases démocratiques, alors les masses laborieuses et leur

5 Le 27 mars 1917, le soviet de Petrograd adopta un manifeste, Aux peuples du monde entier, qui appelait à la fin de la guerre – sans toutefois la caractériser comme un conflit impérialiste.

6 La conférence des socialistes européens opposés à la guerre se tint du 5 au 8 septembre 1915 à Zimmerwald, en Suisse. Elle publia un manifeste et élut un comité socialiste international.

armée, dans ces conditions, seraient animées d'une unité indissoluble et, si la révolution allemande arrivait à temps pour nous aider, l'armée russe se battrait contre les Hohenzollern avec le même enthousiasme que celui dont faisaient preuve les travailleurs populaire face aux attaques de la contre-révolution.

Les impérialistes craignaient cette orientation comme la peste, et ils avaient bien raison. La politique mesquine de la petite bourgeoisie ne croyait pas plus à cette méthode que le petit commerçant ne croit à la possibilité de l'expropriation des banques. En renonçant à toutes les « utopies », c'est-à-dire à la poursuite de la révolution, les S.R. et les mencheviks ont continué exactement la même double politique ruineuse qui devait conduire à la catastrophe.

On disait au soldat, et c'était la vérité, que cette guerre était, des deux côtés, une guerre impérialiste, que le gouvernement russe était ligoté par les accords financiers, diplomatiques et militaires i-opposés aux intérêts de tous les peuples ; puis on ajoutait : « Mais, pour le moment, continue à te battre sur la base des anciens traités, main dans la main avec les anciens alliés. » Mais le soldat, quand il va au feu « pour le moment », affronte la mort. Aller au-devant de ce sacrifice suprême n'est possible que pour le soldat porté par le feu de l'enthousiasme collectif. Mais on ne peut parvenir à cet état que si l'on a une foi totale en la justice de sa cause. La révolution a détruit la conception de la « chair à canon sacrée » qui ne réfléchit pas. Aucun Kornilov, aucun Kaledine ne peut renverser le cours de l'histoire et restaurer, même temporairement, la discipline du bourreau sans une répression féroce, c'est-à-dire une période prolongée de chaos sanglant. L'armée ne peut être maintenue dans une condition d'efficacité de temps de guerre que si on lui donne de nouveaux buts, de nouvelles méthodes, une nouvelle organisation. Il fallait tirer toutes les conséquences de la révolution. Le régime ambigu et indécis que le gouvernement provisoire, secondé par les S.R. et les mencheviks, avait préparé pour l'armée portait en lui le germe d'une catastrophe certaine. L'armée avait été transformée selon certains critères, on lui avait donné la possibilité de critique ouverte. C'est alors qu'on lui fixa de nouveaux buts, qui manifestement ne résisteraient pas à l'épreuve de sa critique révolutionnaire, et au nom de ces buts, qui manifestement ne résisteraient pas à l'épreuve de sa critique révolutionnaire, et au nom de ces buts on a exigé que l'armée, épuisée, affamée et nu-pieds comme elle l'était, fournisse des efforts surhumains. Peut-on douter du résultat, si l'on se souvient, de plus, que certains généraux de l'état-major travaillaient consciemment à une défaite de la Russie ?

Mais le gouvernement provisoire se grisait lui-même de grandiloquence et de phrases creuses. Messieurs les ministres ⁷ considéraient les masses de soldats, qui se trouvaient en état de profonde fermentation, comme le matériau brut dont on pouvait tirer tout ce qui était nécessaire dans l'intérêt des impérialistes qui ont paralysé notre pays malheureux et dévasté. Kérénsky a supplié les soldats, il les a menacés, il s'est mis à genoux devant eux, mais il n'a pas donné une seule réponse à un seul de leurs problèmes réels. En se dupant lui-même avec de l'éloquence à bon marché, il s'est assuré à l'avance le soutien du congrès des soviets, où régnait une démocratie petite-bourgeoise sourcilleuse, en dépit de sa « vigilance », et a ordonné une offensive. Ce fut, au sens propre du terme, l'« ordre n° 1 » de la contre-révolution russe.

Le 17 juin, nous, les internationalistes, avons pris ouvertement position au congrès des

⁷ En français dans le texte. (N.d.T.)

soviets⁸ sur l'offensive qui se préparait ; en même temps que nous la critiquions sur le fond et dans son principe, Nous avons signalé que, dans l'état actuel de l'armée, l'offensive était une aventure militaire qui menaçait jusqu'à l'existence de l'armée elle-même. La suite a montré que nous n'avions été que trop clairvoyants. Le gouvernement n'avait tenu compte de rien et n'avait rien prévu. Le parti gouvernemental des S.R. et des mencheviks n'a su que nous abreuver de dénonciations au lieu de tirer profit de nos suggestions.

Naturellement, comme les bolcheviks avaient prédit le désastre, on mit la faute... sur le dos des bolcheviks. Derrière la tragédie provoquée par l'ignorance et l'irresponsabilité se profila la couardise dans toute sa misère. Aucun des responsables de notre sort n'a eu de tâche plus urgente que de trouver un bouc émissaire sur qui faire retomber la faute. Les discours et articles semi-officiels de la période actuelle sont d'impérissables monuments de bassesse humaine.

Bien sûr, la chasse aux bolcheviks peut encore, pour un moment, brouiller les cartes dans l'esprit du peuple. Mais elle ne peut ni éliminer ni atténuer en aucune façon la question de la responsabilité du gouvernement. Que les bolcheviks soient coupables ou non, comment se fait-il que le gouvernement n'ait rien prévu ? Il semble n'avoir eu aucune compréhension de l'armée même qu'il envoyait au combat. Sans se demander un seul instant si l'armée était capable de comprendre une offensive, ils lui ont ordonné d'avancer. Et ceux qui étaient à la tête du gouvernement n'étaient pas des bolcheviks. Quels qu'aient pu être les faits en ce qui concerne ces derniers, tout le poids de la responsabilité de l'aventure tragique qu'a été l'offensive repose sur les épaules du gouvernement de Kérénsky, Tsérételli et Tchernov.

Cette responsabilité est aggravée du fait que les avertissements ne sont pas du tout venus du seul camp des internationalistes. Le journal impérialiste *Novoie Vremia*, qui est en relation étroite avec l'état-major réactionnaire, faisait, le 5 août, les remarques suivantes sur les préparatifs de l'offensive : « *Le prudent Alexeïev, parce qu'il ne voulait pas livrer au massacre des forces mal préparées, parce qu'il ne voulait pas risquer pour des gains problématiques des gains déjà acquis, fut remplacé. L'illusion du succès, le désir d'une paix rapide que les chefs de Petrograd imposeraient à l'Allemagne amenèrent Broussilov au sommet de la vague, qui le submergea rapidement quand les lames déferlèrent.* »

Ces lignes éloquentes expliquent et confirment les remarques confuses de Rietch au moment du départ d'Alexeïev⁹, sur le départ de ce « stratagème vigilant » et son remplacement par le « cavalier » qui ne sait pas ce que c'est que la réflexion. En imposant une offensive, les cadets échappèrent à temps à l'accusation d'avoir une politique ou une stratégie « de cavalerie », et se préparèrent à sortir avec éclat du ministère du 15 juillet¹⁰. Et les ministres « socialistes » expliquaient, dans des murmures confidentiels aux oreilles de la « démocratie révolutionnaire », que le changement de chef militaire, qui résultait en fait du pari sur l'offensive, signifiait la substitution du « démocrate » Broussilov au « monarchiste » Alexeïev. C'est ainsi qu'on fait l'histoire !

8 Le premier congrès panrusse des soviets de délégués ouvriers et soldats se réunit à Petrograd, du 16 juin au 17 juillet. Les bolcheviks étaient en minorité, et ils ne purent décider le congrès à s'opposer au gouvernement provisoire et à transférer le pouvoir aux soviets.

9 Le commandant en chef Alexeïev fut remplacé par Broussilov le 4 juin 1917.

10 Cf. la note 5 du chapitre précédent.

Après avoir « livré au massacre des forces non préparées » - pour reprendre l'expression de *Novoie Vremia* - et s'être heurté aux terribles conséquences de ce geste, il ne restait plus au gouvernement qu'à confier à Dan, Lieber et autres gentlemen patriotes la tâche d'entreprendre un pogrom systématique contre les bolcheviks. C'est là une partie de ce même « travail constructif » pour la défense nationale qui est bien adaptée aux mesures des « leaders » susmentionnés. Dans leur effort pour distancer tous les braillards bourgeois, les Dan et les Lieber ont fulminé contre les « démagogues » qui répandent parmi les « masses ignorantes des soldats » des slogans comme « publication des traités secrets », « rupture complète avec les impérialistes », etc. « C'est vrai, confirment avec mépris les braillards bourgeois, mais cela s'applique tout aussi bien à l'ordre n° 1 et au manifeste d'avril, que vous avez fait circuler de manière démagogique parmi les masses ignorantes des soldats. » Et, quand les Dan et les Lieber, essuyant la sueur froide qui leur coule sur le front, font tous leurs efforts pour rappeler les plus élémentaires principes de la pensée révolutionnaire afin de justifier leurs péchés de jeunesse, ils découvrent avec horreur qu'ils n'ont qu'à répéter nos paroles. Et c'est là un point décisif, car nos slogans ne contiennent rien d'autre que les conséquences nécessaires du développement de la révolution, dont l'ordre n° 1 et le manifeste d'avril marquent la première étape.

Mais le plus remarquable dans toute cette affaire, c'est que, à première vue, les ministres « socialistes », malgré les résultats effroyables de l'offensive, continuent à la porter à leur crédit et, dans leurs conférences avec la bourgeoisie, à se référer à l'offensive comme à leur grande contribution patriotique.

« Je vous le demande, a lancé Tsérételli à la conférence de Moscou, qui aurait été plus capable de faire avancer les armées de la Russie révolutionnaire : le ministre de la Guerre Goutchkov, ou le ministre de la Guerre Kérensky ? » (*Bravos et applaudissements.*)

Tsérételli se vante donc ouvertement du fait que Kérensky fait exactement le travail que Goutchkov aurait dû faire, mais qui s'est révélé être au-dessus de ses forces, parce qu'il ne pouvait bénéficier du crédit de la démocratie « révolutionnaire ». Et la bourgeoisie, en dépit de la catastrophe provoquée par l'offensive, reconnaît volontiers les services rendus par Kérensky.

« Nous savons bien, et nous nous en souviendrons, a déclaré le cadet Nabokov à la conférence de Moscou, que le grand élan d'enthousiasme qui a saisi l'armée il y a deux mois, et qui en ces jours terribles a ajouté une glorieuse page à notre histoire, a été inspiré par l'homme qui se trouve aujourd'hui à la tête du gouvernement provisoire. L'histoire n'oubliera pas le service qu'il a rendu à ce moment. »

Il est par conséquent tout à fait clair que la « page glorieuse » que fut l'offensive du 1^{er} juillet n'a absolument aucun rapport avec la défense nationale, car l'efficacité militaire de la Russie, à la suite de l'offensive, s'est tout simplement dégradée. Si la bourgeoisie parle malgré tout de l'offensive en termes approuvateurs, c'est pour la simple raison que le coup sévère infligé à notre armée par la politique de Kérensky a créé les conditions propices à l'extension de la panique et aux plans de la contre-révolution. Tout le pouvoir de la démocratie S.R. et menchevique avait été consacré à imposer l'offensive, et cette offensive a complètement balayé ce régime de contradictions et de faillite que les leaders philistins se sont appliqués à soutenir de toute leur naïveté bernée.

La bourgeoisie et ses généraux considèrent maintenant l'offensive et la question de la paix sous l'angle de leur politique intérieure, c'est-à-dire du progrès de la contre-révolution. Le général Kornilov a très clairement expliqué cela à la conférence de Moscou. « Nous ne pouvons pas arriver à la paix actuellement, a-t-il dit, ne serait-ce que parce que nous ne sommes pas en mesure de mener à bien la démobilisation. Il faut d'abord relever le prestige des officiers. » Dans l'armée avaient été concentrés trop de gens armés *par* le gouvernement, et qui avaient *envers* le gouvernement des exigences par trop radicales. Seule la poursuite de la guerre, sans considération des chances de succès, offrirait la possibilité de « relever le prestige des officiers », de regagner le contrôle sur les masses de soldats et d'assurer une démobilisation de nature à empêcher les soldats de menacer les piliers de la propriété et le gouvernement impérialiste. Et si, pour atteindre ce but, une paix séparée devait s'avérer nécessaire, la bourgeoisie conclurait, sans broncher, une paix de ce genre.

Depuis le 1^{er} juillet, la contre-révolution avance à grands pas, avec une assurance absolue. Et elle ne s'arrêtera pas tant qu'elle n'aura pas reçu un coup sévère.

Proletarii, n° 7, 20 septembre 1917